

LGV LIMOGES – POITIERS : CONSENSUS URGENT !

L'économiste est sûr d'une chose en matière de transports: tout gain sur les temps de parcours est bon à prendre. Or depuis 20 ans et contrairement aux autres capitales régionales, Limoges s'éloigne de Paris en temps de parcours. Il en résulte un frein au développement et à l'implantation d'entreprises.

Aujourd'hui face au projet de Ligne à Grande Vitesse (LGV) Limoges- Poitiers, il est urgent que se dégage un consensus solide entre toutes les collectivités. Il ne faut plus qu'un ministre puisse venir nous déclarer: « je reviendrai lorsque vous serez tous d'accord ».

Or au sein du Conseil Régional des élus restent en retard d'un train, les mêmes qui depuis 1986 jouent la valse-hésitation: chaque fois que le dossier aurait pu avancer, une main cachée imaginait une nouvelle hypothèse sur le trajet ou le matériel, donc les délais et les coûts.

Depuis 20 ans on aura ainsi connu le « Y renversé » proposé par la SNCF pour desservir et Clermont-Ferrand et Limoges, en même temps que mon Groupe faisait voter un amendement laissant la porte ouverte à l'option Limoges – Poitiers. Puis ce fut l'hypothèse d'un aménagement progressif de la ligne Nord Sud avec le scénario du pendulaire et ses deux échecs :

-celui du Pendolino (fabriqué par FIAT) dont les essais eurent lieu en 1997 avec promesse de gain de 30 minutes et d'une mise en service en 2002.

-celui du TGV pendulaire baptisé projet POLT, présenté en 1998 qui connut un appel d'offres européen infructueux. Ses partisans pensaient qu'ALSTOM pouvait réaliser la pendularisation des rames.

En juin 2000, le projet POLT figura en annexe du 4^e CPER; sa mise en œuvre était promise pour 2004 avec une participation financière des Régions. Une convention fut signée avec l'Etat en février 2001, mais dès novembre la mise en service était repoussée à l'été 2005 sur la base de rames TGV Atlantique relookées ! Entre temps le prix des rames d'ALSTOM avait doublé !

Sans reprendre une guerre de religion, l'aperçu historique atteste que le Gouvernement Raffarin n'a pas pu enterrer le projet ! Il n'était pas encore au pouvoir aux dates rappelées ! Par contre dès le **CIADT de décembre 2003, il prit deux décisions positives:**

-poursuite des travaux d'amélioration de la ligne actuelle Paris Limoges Brive Toulouse

-inscription au schéma des TGV de la ligne Limoges-Poitiers.

Il est urgent aujourd'hui alors que l'enquête publique sur le projet LGV s'achève que l'ensemble des collectivités lui apportent un soutien fort. Le Maire de Limoges et la Présidente du Conseil Général de Haute Vienne, tous deux socialistes, ont déclaré vouloir participer au financement. Le Groupe UMP aurait aimé que le Président de Région donne le même signal fort de l'attachement à la réalisation de ce projet.

Mais il n'est pas libre ! il n'a pas pu imposer à sa majorité une attitude constructive ! il s'est laissé balloter par une partie de ses troupes arc-boutée dans une attitude politicienne de défense d'un projet mort né.

Lors de la séance plénière du Conseil Régional du 19 octobre, le groupe UMP a proposé une motion claire, à savoir

***Vu** la décision du CIADT du 18 décembre 2003 concernant,
l'abandon du projet de train pendulaire sur la ligne POLT
la décision de poursuivre la modernisation de cette même ligne par des travaux de
régénération des voies et la mise en service de trains TEOZ,
la mise à l'étude d'une LGV entre Poitiers et Limoges,*

***Vu** le lancement du débat public sur ce projet,*

***Vu** l'engagement des travaux sur la ligne POLT depuis trois ans et la mise en service effective des rames TEOZ,*

Le Conseil Régional du Limousin,

Approuve sans réserves le projet de LGV entre Limoges et Poitiers qui permettra à la capitale régionale du Limousin d'être à moins de deux heures de Paris,

Demande expressément que la mise en service de cette ligne soit concomitante avec celle de la LGV Sud Europe Atlantique.

Elle a été rejetée par la majorité régionale qui a pris le risque grave de retarder encore davantage l'ancrage de notre région dans le réseau des transports modernes. Il serait urgent que l'intérêt régional l'emporte sur les considérations politiciennes ! C'est l'avenir du Limousin qui est en jeu !

Raymond ARCHER
Conseiller Régional du Limousin
Président du Groupe UMP